

# JICA's WORLD

Le magazine de l'Agence japonaise de coopération internationale | [www.jica.go.jp/french](http://www.jica.go.jp/french) | Janvier 2015 Vol. 7 • N° 1

**Consolidation de la paix**  
**Vers une société exempte de conflits**

# Consolidation de la paix

## Vers une société exempte de conflits



**D**e nombreux conflits armés agitent aujourd'hui la planète. Ils ont pour origine des disparités dans la répartition des richesses ou dans la représentation politique, des dissensions interethniques, l'appauvrissement des économies régionales ou d'autres facteurs. Ces conflits entraînent la destruction des infrastructures de base, l'effondrement des systèmes politiques, la stagnation des économies et une insécurité croissante. Les effets de la guerre s'étendent bien au-delà des zones de combat, privant

les zones touchées et les régions voisines de la possibilité d'opérer un développement national et régional.

Les pays et les régions en développement aux prises avec la pauvreté et d'autres difficultés extrêmes sont les principaux foyers de conflits. Ils pâtissent le plus souvent de structures politiques affaiblies et ne disposent pas des capacités suffisantes pour instaurer une paix durable. D'après une étude de la Banque mondiale datant de 2003, même après la fin des combats, le conflit reprend dans les



cinq années qui suivent, dans plus de 40 % des cas.

Fort de sa propre expérience de la reconstruction après un conflit, le Japon s'emploie à prévenir les affrontements armés et à promouvoir la paix en offrant un appui au développement axé sur la réduction des disparités économiques et politiques, et sur la prise en compte d'autres facteurs d'insécurité. Les efforts du Japon comprennent des projets destinés à promouvoir la création et l'entretien des infrastructures sociales de base, ainsi que la formation des

ressources humaines nécessaires pour guider le développement des zones de conflit.

La JICA a soutenu différents projets de consolidation de la paix tournés vers la reconstruction du capital social et économique, le rétablissement de systèmes de gouvernance et le renforcement de la sécurité. Ce numéro de *JICA's World* présente des programmes à moyen et à long terme de la JICA, et des projets en cours de réalisation visant à ramener la paix dans des régions déchirées par la guerre.

PHOTO : MASATAKA OTSUKA



Soutenir la paix et  
le développement à Mindanao

**E**n mars 2014, le Front Moro islamique de libération (MILF) et le gouvernement philippin ont mis fin à un conflit qui minait depuis plus de 40 ans l'île méridionale des Philippines. Une fois l'accord de paix conclu, la reconstruction des régions dévastées par la guerre a pu commencer. Un volet important concernait la mise en place d'institutions et la formation d'administrateurs au cœur de la nouvelle entité politique qui entrera en fonction au début de 2016. La JICA, dont l'aide aux zones de Mindanao touchées par le conflit a démarré dès la seconde moitié des années 1990, poursuit son soutien aux habitants qui œuvrent à la mise en place d'une paix et d'un développement durables.

## LES STIGMATES DE QUATRE DÉCENNIES DE CONFLIT

Les voyageurs qui transitent par l'aérogare réservée aux vols intérieurs à l'aéroport international Ninoy Aquino, à Manille, sont frappés par l'ambiance qui règne au niveau d'une des portes d'embarquement. Si les Philippines sont chrétiennes dans leur grande majorité, les femmes qui attendent ici – coiffées d'un foulard et vêtues de longues robes noires – sont de confession musulmane. Elles vont à Cotabato, sur l'île de Mindanao, à une heure et demie de vol de Manille.

Mindanao est la deuxième plus grande île de ce pays qui en compte plus de 7 000 – seule l'île de Luçon qui abrite la capitale, Manille, est plus étendue. C'est aussi le théâtre d'un âpre conflit qui sévit depuis plus de 40 ans.

L'histoire de Mindanao est complexe. Avant le seizième siècle, la plupart des régions de l'île étaient peuplées de musulmans. La chrétienté a gagné en influence quand les Philippines sont devenues une colonie espagnole, puis américaine. Cette influence religieuse a persisté après l'indépendance, lorsque les chrétiens venus d'autres îles ont afflué, chassant bien souvent les habitants musulmans, s'emparant de leurs terres et parfois de leur vie. Privés de leurs moyens de subsistance et de sécurité, les habitants ont pris les armes contre le gouvernement et se sont engagés dans la lutte pour l'indépendance de l'île. Ce conflit a probablement fait plusieurs centaines de milliers de victimes depuis les premiers échanges de tirs, dans les années 1970.

En 1996, le Front Moro de libération nationale (MNLF), l'un des groupes armés impliqués dans la lutte, a signé un accord de paix avec le gouvernement philippin, prenant la tête de la Région autonome du Mindanao musulman (RAMM). Mais le MILF, qui revendiquait le droit à l'autodétermination en tant qu'entité islamique indépendante, a rompu avec le MNLF et poursuivi la lutte.

## DES EFFORTS DE PAIX SOUTENUS PAR LE JAPON

L'élaboration d'une solution pacifique à ce conflit a constitué un immense défi, les deux parties campant fermement sur leurs positions, convaincues d'avoir des raisons légitimes de se battre. Dans ces conditions périlleuses, le Japon est venu apporter son soutien au processus de paix entre le gouvernement et les forces révolutionnaires. Parmi les principales raisons ayant motivé le Japon, citons l'affinité particulière ressentie pour Mindanao, qui



Dans un contexte tendu, Takayuki Nakagawa (à gauche), membre japonais de l'EIS, visite un avant-poste de l'opposition en 2013 pour rapprocher forces armées gouvernementales et officiers du MILF.

abritait quelque 20 000 Japonais avant la deuxième guerre mondiale.

Quand le gouvernement philippin et le MNLF ont conclu un accord de paix en 1996, le Japon a été l'un des premiers pays à fournir une aide pour la reconstruction de Mindanao. Depuis 2006, le Japon participe aux efforts déployés dans les régions de Mindanao touchées par le conflit pour instaurer la paix entre le gouvernement national et le MILF. Citons notamment la participation à l'équipe internationale de surveillance (EIS) à Mindanao, ou encore l'appui aux initiatives Japon-Bangsamoro pour la reconstruction et le développement (J-BIRD), un ensemble exceptionnel de programmes destiné à fournir une aide socio-économique protéiforme à la population locale.

L'EIS est une entité internationale constituée de représentants du Brunei, du Japon, d'Indonésie, de Malaisie et de Norvège. Ses quatre divisions surveillent les aspects sécurité, aide humanitaire, aide socio-économique et protection civile, l'objectif principal étant de garantir le respect des termes de l'accord de paix. La composition multinationale de l'IMT a permis de réduire les accrochages potentiels en exerçant une pression internationale pour maintenir le gouvernement philippin et le MILF sur la voie de la paix.

Jusqu'à l'obtention de l'accord de paix, les tensions accumulées au fil des décennies de conflit sont devenues très vives ; un ancien président philippin est même allé jusqu'à souhaiter l'anéantissement des rebelles. Mais c'est le président Benigno S. Aquino III qui s'est donné pour priorité d'instaurer la paix à Mindanao, celle-ci étant primordiale pour la stabilité de tout le pays. Avec l'appui de la communauté internationale, les deux parties au conflit ont pu franchir cette dernière étape vers la paix.

## PRÉPARER LE TERRAIN POUR LA NOUVELLE ENTITÉ POLITIQUE

Des travaux sont en cours pour mettre sur pied un nouveau gouvernement du Bangsamoro en 2016. La création de cette nouvelle entité politique nécessite dans un premier temps d'élaborer la loi fondamentale du Bangsamoro et de la faire adopter par le Parlement philippin.

PHOTO : MASATAKA OTSUKA



L'expert de la JICA Shinichi Masuda (à gauche) visite un village pour observer les activités de développement.

PHOTO : MASATAKA OTSUKA



Banderole sur laquelle on peut lire : « Tous nos vœux au gouvernement du Bangsamoro. »



Un volontaire de la paix local éclaire les participants d'un programme de formation à l'Université d'Hiroshima sur la reconstruction de la ville après la guerre.

L'expert de la JICA Shinichi Masuda a étroitement collaboré avec l'autorité intérimaire, la Commission de transition du Bangsamoro, et l'Agence de développement du Bangsamoro, soutenant des efforts tels que la mise en place d'institutions et de politiques pour le nouveau gouvernement, la formation d'administrateurs, et l'établissement de services de base. « C'est un processus entièrement nouveau pour le MILF », explique M. Masuda. « Ce sera un test en grandeur réelle pour voir si les acteurs concernés sont capables de créer un gouvernement autonome, non pas idéal, mais opérationnel. »

Norodin Salam, membre de la BTC, a de fortes attentes : « Nous voulons créer un gouvernement doté d'une forte autonomie, qui soutienne non seulement les musulmans, mais aussi les chrétiens et les peuples autochtones de la région. Nous souhaitons profiter de l'expérience du Japon, qui s'est reconstruit en partant de zéro après la deuxième guerre mondiale. » Selon M. Masuda, la meilleure façon d'encourager le processus de paix est de déployer des efforts pour améliorer les moyens de subsistance de la population. « Quels que soient les obstacles rencontrés, le processus doit se poursuivre. Même le plus petit pas en avant est vital. »

L'Université d'Hiroshima, qui n'a de cesse de partager un message de paix avec le reste du monde, apportera également un appui au nouveau gouvernement du Bangsamoro. Dans le cadre d'un programme d'aide technique de la JICA au niveau local, le professeur adjoint Meg Kagawa, de la faculté de sciences sociales de cette université, participe à la formation de jeunes chefs de file locaux pour en faire de futurs administrateurs.

Dans certaines parties de Mindanao, la forte influence régionale de divers groupes et clans a entravé les efforts de l'administration locale. Pour remédier à ce problème, trente habitants de Mindanao ont été invités à passer un mois au Japon durant les trois années qu'a duré le projet, afin d'étudier la structure des autorités locales d'Hiroshima et leurs approches en matière de développement, et de découvrir la manière dont cette ville a opéré sa reconstruction après la guerre.

Un membre du personnel local qui travaille avec Mme Kagawa aux Philippines, place de grands espoirs dans ce programme : « Je veux que les jeunes participants deviennent une force de changement, en partageant avec d'autres habitants de Mindanao les connaissances qu'ils acquièrent au Japon sur le fonctionnement de l'administration locale. »

## AMÉLIORER LE NIVEAU DE VIE

L'instauration de la paix n'a de sens que si les habitants de la région peuvent espérer un avenir meilleur. À cette fin, la JICA participe à divers programmes visant à favoriser une paix durable à Mindanao.

Ces efforts comprennent notamment l'appui à de petits projets d'infrastructures dans plus de 300 villages de la région. On en trouve un exemple à une heure de route environ de la capitale régionale, Cotabato, dans le village côtier de Kusiong. Au centre du village s'étend un espace à ciel ouvert où du riz et d'autres récoltes produites par les habitants



Les enfants de toutes les confessions vont à l'école de Kusiong pour s'instruire. Le bâtiment a été construit avec l'aide du Japon.

sèchent au soleil. « En ce moment, on fait sécher des noix de coco, » explique un villageois. « Quand elles seront prêtes, on les pressera pour en extraire de l'huile. »

Le brouhaha animé des enfants de l'école est un autre exemple de ces efforts. Un calendrier indiquant les principaux jours fériés musulmans et chrétiens est accroché au mur de la classe. Un instituteur explique en souriant : « Les enfants, même ceux des familles autochtones, célèbrent tous les événements. Nous cohabitons paisiblement quelles que soient nos croyances. » Le fait de s'occuper ensemble des infrastructures du village crée de la cohésion en rassemblant tous les habitants pour le bien commun.

L'appui de la JICA va au-delà d'une aide infrastructurelle. Mindanao étant dépourvu d'industrie majeure, il est indispensable de développer des activités génératrices de revenus pour les habitants. À Solon, un village de la municipalité de Sultan Mastura, les experts de la JICA soutiennent les efforts des habitants pour l'élevage du tilapia, un poisson d'eau douce.

« Nous avons beaucoup tâtonné, mais nous commençons à faire des bénéfices », affirme un membre d'un groupe de villageois souriants. « Les habitants d'autres villages nous rendent même visite pour en savoir plus sur nos activités. » Dans un centre de formation du village de Macabico, un expert de la JICA apprend aux habitants comment fabriquer de l'engrais organique. Ces connaissances sont appliquées à la production de tomates et à d'autres cultures maraîchères. La productivité est en hausse, ce qui est bon signe pour l'avenir du village.

Les serres et d'autres technologies aident les cultivateurs de tomates à protéger leurs cultures de l'intensité du soleil philippin.



« Au départ, l'aide doit se concentrer sur des efforts permettant aux gens de subvenir à leurs besoins essentiels », explique Mohammad Yacob, directeur exécutif de l'Agence de développement du Bangsamoro. À mesure que les choses s'améliorent, on passe à l'étape suivante du développement : l'investissement. M. Yacob nourrit de grands espoirs pour la région. « Mindanao est riche en ressources et en terres fertiles. Nous espérons que beaucoup d'entreprises, notamment japonaises, prendront conscience de cette richesse et viendront s'installer ici. De nouvelles industries créent des emplois et contribuent au développement de la région. »

Des décennies de conflit ont engendré des taux de pauvreté nettement supérieurs à la moyenne nationale dans le sud-ouest et le centre de Mindanao. Les insuffisances au niveau des services sociaux de base et des infrastructures sont autant de défis à relever. La JICA entend continuer à s'attaquer à ces problèmes jusqu'à ce que chaque habitant de Mindanao puisse vivre en paix, débarrassé du fléau de ce conflit armé.



M. Sasaki (troisième en partant de la gauche) discute avec les villageois de l'installation d'un point d'eau.

## Amélioration des services publics ivoiriens mis à mal par le conflit

Après s'être affranchie de la tutelle française en 1960, la Côte d'Ivoire a connu un développement économique constant, devenant ainsi un exemple de réussite en Afrique. Or, dans les années 1990, un conflit lié à la présidence a divisé le pays et privé d'accès à l'éducation, la santé, l'approvisionnement en eau et à d'autres services administratifs de base, les régions du centre et du nord contrôlées par les forces anti-gouvernementales.

Après la fin de la guerre civile en 2011, le pays a entrepris de se relever, mais les services publics restent insuffisants même trois ans plus tard. Dans les régions du centre et du nord, le taux de scolarisation primaire est de 30 %-50 % et le taux d'achèvement du cycle primaire de 20 %-30 %, des chiffres inférieurs à la moyenne nationale, et les bâtiments scolaires endommagés par la guerre civile n'ont toujours pas été réparés. L'interruption des services gouvernementaux durant la guerre a mis hors d'état de fonctionner 55 % des installations d'approvisionnement en eau.

### DES RISQUES LATENTS D'EMBRASEMENT

« Si les gens ne ressentent aucune amélioration dans leur vie quotidienne, ils se montreront méfiants à l'égard du gouvernement », constate l'expert de la JICA Hideyuki Sasaki. « Si les choses continuent comme ça, tout pourrait s'embraser à nouveau. » M. Sasaki, qui possède plus de 30 ans d'expérience dans la planification du développement régional en Asie et en

Afrique, gère un projet destiné à renforcer l'administration locale par le développement des ressources humaines dans les régions ivoiriennes les plus touchées.

La Côte d'Ivoire a organisé des élections municipales et régionales dans tout le pays en avril 2013. Cependant, comme l'explique M. Sasaki, « Les collectivités locales chargées de gérer les services publics n'ont pas d'argent et les responsables administratifs ne savent pas comment ils peuvent faire leur travail. En d'autres termes, la décentralisation ne fonctionne pas dans les faits. » Il subsiste des éléments du système centralisé, mais le gouvernement central ne peut saisir pleinement ce qui se passe dans les régions. Pendant ce temps, les collectivités locales continuent à dépendre des subventions du gouvernement et ne peuvent accéder à une réelle autonomie.

Si l'on ne renforce pas les capacités des collectivités locales à fournir des services administratifs avec le soutien des autorités centrales et des bureaux régionaux, les bénéfices de la reprise ne parviendront pas au niveau régional. Pour la JICA, la formation de responsables administratifs locaux constituait une tâche urgente pour permettre aux habitants de ces régions de former une société pacifique.

### DES MUNICIPALITÉS AUX POUVOIRS LIMITÉS

« Au début, nous avons eu du mal à comprendre la structure administrative régionale du pays. Nous avons



Cette construction rudimentaire sert d'école aux enfants (à gauche). Un point d'eau partagé pour les habitants. Beaucoup de villageois utilisent du matériel usagé qui nécessite constamment des réparations.

beaucoup bataillé » se souvient l'expert de la JICA Junko Okamoto, qui supervise le projet conjointement avec M. Sasaki.

Au Japon, les hauts responsables du gouvernement régional sont élus. En Côte d'Ivoire, si les électeurs choisissent les dirigeants de la commune, les responsables des régions et des départements sont en revanche nommés par le ministère de l'Intérieur et de la sécurité. Si l'on ne donne pas suffisamment de pouvoir aux municipalités nouvellement formées, la décentralisation ne sera pas effective.

En juillet 2014, des fonctionnaires des ministères de l'Intérieur et de la sécurité, des Infrastructures économiques, de l'Éducation nationale et de l'enseignement technique, ainsi que le préfet de la région du Gbéké, le maire de Bouaké et d'autres responsables ivoiriens ont été invités au Japon pour observer les structures administratives décentralisées sur place.

## DÉCENTRALISATION : LE MODÈLE JAPONAIS

La ville de Higashimurayama, dans la zone métropolitaine de Tokyo, et les villes provinciales de Nanbu et Chizu, dans la préfecture de Tottori, figuraient parmi les municipalités choisies pour la visite. Les visiteurs ont pu observer les conditions d'apprentissage des écoliers, et ils ont été étonnés par la qualité des services municipaux comme le ramassage des ordures et la gestion de l'approvisionnement

en eau et de l'assainissement. À un moment donné, Gbala Gnato Raphael, du ministère ivoirien de l'Intérieur et de la sécurité, a demandé : « Quelqu'un a-t-il été nommé par le gouvernement central dans cette région ? ».

« Non » fut la réponse. Au Japon, les maires des communes élus par les habitants exercent un pouvoir exécutif et, au lieu de s'en remettre uniquement au financement central, ils collectent des impôts locaux pour offrir des services à leurs administrés. Ceci a permis aux visiteurs ivoiriens de se faire une idée précise de la décentralisation à la japonaise.

« En voyant des exemples concrets de décentralisation des pouvoirs au Japon et en regardant leur pays de l'extérieur, ils ont changé leur manière de penser », dit M. Okamoto en souriant. Konin Aka, le préfet de la région du Gbéké, parle avec ardeur de la tâche à accomplir : « Pour que les conditions de vie de la population s'améliorent, nous devons faire pression sur le gouvernement central afin qu'il renforce l'administration régionale. Telle est notre mission. »

La construction et la réhabilitation d'écoles et de points d'eau va enfin commencer dans les régions ivoiriennes couvertes par le projet. Les membres des communautés locales s'impliqueront dans la formation de comités de gestion de l'eau et de gestion scolaire. Les efforts débiteront dans le Gbéké, avant de s'étendre à d'autres régions.



Des responsables ivoiriens observent un cours dans une école primaire japonaise (à gauche). M. Aka, préfet du Gbéké, discute avec des enfants à la cantine.



## Efforts Sud-Sud pour réduire la menace constituée par les mines et les munitions non explosées

Les mines terrestres et les munitions non explosées (MNE) restent enfouies longtemps après la fin d'un conflit, menaçant la vie et le bien-être des populations et entravant le développement agricole et économique. La JICA aide depuis des années le Cambodge à retirer les mines terrestres, et elle s'appuie aujourd'hui sur cette expérience pour mettre en place des programmes analogues au Laos voisin.

### ÉLIMINATION DES MINES TERRESTRES AU CAMBODGE

Cela fait plus de 20 ans déjà que l'accord de paix de Paris (1991) a mis fin à la longue guerre civile qui déchirait le Cambodge. Conséquence du conflit, près de la moitié des villages agricoles du pays restent truffés de mines terrestres et de MNE. L'élimination de ces menaces, et la prise en charge des victimes, ainsi que d'autres programmes, relèvent du Centre cambodgien de déminage (CMAC), un organisme gouvernemental créé en 1992.

Depuis 1998, la JICA soutient le renforcement des

capacités du CMAC. Elle a notamment envoyé des experts pour apporter une aide technique, fourni des détecteurs de métaux et des engins de débroussaillage et de déminage, et contribué à l'approvisionnement de matériel – tentes, équipements de communication et véhicules pour renforcer les systèmes logistiques.

Pour la JICA, l'appui au déminage et au retrait des MNE, qui nécessite des connaissances militaires, constituait un défi nouveau dans un domaine inconnu. Le bon fonctionnement du CMAC était essentiel pour garantir des activités sûres et efficaces d'élimination des mines. Il fallait donc assurer une aide axée sur le renforcement de l'organisation et des ressources humaines, deux domaines dans lesquelles la JICA dispose d'une grande expertise.

La profonde motivation du personnel du CMAC à améliorer le bien-être de ses concitoyens cambodgiens était partagée par les experts japonais impliqués dans ce projet ; ces derniers ont formé le personnel et lui ont apporté d'autres types de soutien dans des domaines comme les systèmes informatiques et la gestion des



Des membres d'UXO Lao visitent un champ de mines au Cambodge



ressources. Grâce aux progrès constants réalisés par le CMAC, le Cambodge a enregistré une baisse significative du nombre de victimes de mines.

Fort de ce succès, le CMAC relève un nouveau défi en fournissant une aide à d'autres pays en développement. Les premiers efforts de coopération Sud-Sud du CMAC, facilités par la JICA, ont été déployés en Colombie en 2010-11.

« Les progrès que nous avons accomplis chez nous nous ont donné la confiance nécessaire pour intervenir en Colombie, en meilleure santé économique que le Cambodge », raconte Oum Phmuro, le directeur général adjoint du CMAC. « Rien ne nous est plus agréable que de pouvoir utiliser notre expérience pour aider à sauver des vies dans d'autres pays. »

### SOUTIEN À L'ÉLIMINATION DES MNE AU LAOS

De nouveaux efforts de coopération sont également en cours chez le voisin laotien. Près de 2 millions de tonnes

de munitions auraient été largués sur le Laos durant la guerre du Vietnam, ce qui en fait le pays le plus lourdement bombardé au monde par habitant.

« À la différence des mines terrestres, les MNE n'explosent généralement pas quand on marche dessus », commente Akihito Hayashi, un expert de la JICA qui collabore au Programme national laotien d'élimination des munitions non explosées (UXO Lao), le fer de lance des efforts du pays dans ce domaine. « Et il n'est pas rare d'en trouver dans les endroits où jouent les enfants. »

Les experts estiment qu'il reste environ 80 millions de MNE au Laos. En l'absence de données sur l'emplacement et la quantité de ces explosifs potentiellement mortels, il était difficile pour les autorités de définir les zones prioritaires, ce qui a entravé les efforts d'élimination. De ce fait, le développement régional et les efforts visant à améliorer la qualité de vie des habitants en ont été retardés.

Pour régler ce problème, la JICA a fourni une aide-projet au Laos pour des ateliers de formation conjoints avec UXO Lao, avec la participation du CMAC. Ce programme prévoit l'organisation de six ateliers d'une durée maximale de deux semaines sur une période de trois ans. Les ateliers portent sur un large éventail de thèmes tels que le développement des ressources humaines, la gestion de l'information, l'aide aux victimes et la gestion organisationnelle, les deux organismes ayant l'occasion de partager les résultats de leurs efforts et de visiter des sites dans chaque pays.

Les cinq ateliers qui ont déjà eu lieu ont commencé à produire des résultats. Comme l'observe M. Hayashi : « J'ai commencé à entendre le nom de CMAC lors des réunions d'UXO Lao. Les membres réfléchissent à la meilleure manière de transposer les informations recueillies dans le contexte laotien. Ceci témoigne du haut degré de confiance qui s'est instauré entre les deux organisations. » M. Phmuro souligne l'importance de la confiance en ajoutant « En travaillant ensemble, nous pouvons instaurer la paix et la stabilité dans la région. »

Avec l'aide de la JICA, le Laos recevra bientôt quatre engins de débroussaillage lourds. Les mines terrestres et MNE étant souvent enterrées profondément sous la végétation, le recours à des équipements de nettoyage des sites devrait améliorer l'efficacité des efforts de déminage. La formation des opérateurs, l'élaboration d'une procédure d'opération normalisée et d'autres formations pratiques sont mises en œuvre au Cambodge. Par la suite, la question sera de savoir comment exploiter au mieux ces terres débarrassées des mines et des munitions non explosées.

La JICA continuera d'aider les habitants à éradiquer la terreur que représentent les mines terrestres et les munitions non explosées en soutenant la coopération Sud-Sud entre le Cambodge et le Laos.

L'expert de la JICA Akihito Hayashi et du personnel d'UXO Lao se concertent lors d'une opération de déminage (à gauche).

Une débroussailleuse japonaise au Cambodge. L'enlèvement de la végétation, qui absorbait auparavant 70 % des ressources dans les opérations d'élimination des MNE, a été considérablement amélioré grâce à l'utilisation d'engins de débroussaillage.



Un atelier d'éducation aux risques liés aux mines organisé par le CMAC.

La coopération et la compréhension de la population locale jouent un rôle essentiel dans les efforts de déminage. Le CMAC déploie également des efforts en Angola dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

A man in a dark suit and glasses is kneeling outdoors, working on a large blue solar panel. He is holding a red multimeter and looking at it intently. The background shows a plain, light-colored wall.

## Osama Al Najjar

### Palestine

Directeur des Énergies renouvelables  
au sein de l'Autorité palestinienne de l'énergie

Comme près de 70 % des habitants de la bande de Gaza, Osama Al Najjar, de l'Autorité palestinienne de l'énergie, est un réfugié. Il a passé ses toutes premières années dans un camp à Gaza, après que sa famille eut été contrainte de quitter la terre appartenant à son grand-père.

Gaza est fortement tributaire d'Israël pour ses besoins énergétiques. L'approvisionnement électrique insuffisant et les coupures de courant quotidiennes font de l'autosuffisance énergétique un enjeu crucial des efforts palestiniens pour créer un État indépendant. Face à cette situation, les autorités se tournent vers les énergies renouvelables.

En 2011, M. Najjar a repris l'idée de recourir à l'énergie solaire à Gaza alors qu'il participait à un programme de formation soutenu par la JICA, destiné à transmettre les technologies solaires aux pays en développement. Les sessions de formation organisées dans la région du Kansai, au Japon, visaient à élargir les connaissances pratiques des participants dans le domaine de l'énergie solaire par diverses activités telles que des visites de centrales méga-solaires, d'usines fabriquant des batteries solaires et de constructeurs de maisons,

et par d'autres activités.

« L'ensoleillement important dont jouit Gaza peut être transformé en électricité, stockée et utilisée quand les sources d'énergie classiques font défaut », dit M. Najjar. « La formation que j'ai reçue au Japon m'a permis de comprendre que l'introduction de systèmes à petite échelle donnerait de meilleurs résultats ici. J'ai aussi appris l'importance accordée par le Japon à la persévérance. Il est important de continuer, quels que soient les obstacles rencontrés. » Il dit s'être senti honoré quand son nom a été cité par le premier ministre japonais Shinzo Abe à l'Assemblée générale de l'ONU, en septembre 2014.

Depuis son retour à Gaza, M. Najjar travaille sur un projet de fourniture d'électricité d'origine photovoltaïque (PV) à l'unité de soins intensifs du plus grand hôpital de Gaza, dans le cadre d'un projet de suivi de la JICA impliquant d'anciens participants au programme de formation. L'installation qui a commencé à fonctionner avant l'éclatement des hostilités à Gaza, en 2014, a aidé à sauver beaucoup de vies dans une période très tourmentée, alors que Gaza était privée d'électricité après la destruction de sa centrale et des lignes électriques par les Israéliens.

A wide-angle shot of a refugee camp. The ground is dusty and uneven. Numerous tents and makeshift structures made of plastic and fabric are scattered across the area. In the foreground, a clothesline is strung across the frame, with various items of clothing hanging from it. The background shows more of the camp under a clear sky.

# Ramener la paix dans la société

D'innombrables personnes continuent de souffrir des séquelles de conflits armés, contraintes de vivre dans la pauvreté et la désolation après la destruction de leurs moyens de subsistance. Dans cette partie, nous présentons trois personnes qui travaillent à rétablir la paix dans des pays ravagés par la guerre.

**L'** éclatement de l'ex-Yougoslavie a déclenché un conflit à fondement ethnique en Bosnie-Herzégovine, qui a fait plus

de 200 000 morts et déplacé plus de 2 millions de personnes. À Srebrenica, les combats ont été d'une telle âpreté qu'aujourd'hui encore, près de deux décennies plus tard, la ville n'a retrouvé que 40 % de son niveau de population d'avant-guerre. Les tensions et la méfiance entre les Bosniaques musulmans et les Serbes ont empêché le pays de connaître un réel développement. De 2006 à 2013, des experts de la JICA ont fourni un appui aux programmes agricoles, à Srebrenica, destinés à promouvoir la coopération multi-ethnique dans la reconstruction des communautés et l'amélioration des conditions de vie des habitants.

En 2014, en réponse à une demande de la Bosnie-Herzégovine, un nouveau projet dirigé par l'expert de la JICA Hiroki Miyoshi a été lancé pour étendre les résultats obtenus à Srebrenica aux villes voisines de Bratunac et Rogatica. Comme à Srebrenica, la JICA assure une aide pour l'apiculture, le développement des vergers, l'élevage ovin et d'autres programmes agricoles visant à promouvoir la coopération entre les différents groupes ethniques dans le cadre d'efforts de développement de la conscience communautaire.

« Ce projet vise à renforcer progressivement la confiance entre les groupes ethniques en offrant aux habitants de multiples occasions de se rassembler et de travailler côte à côte », explique M. Miyoshi. « Notre objectif est de faire en sorte que les responsables municipaux poursuivent ces efforts au terme de la participation de la JICA à ce projet. Pour faciliter ce processus, nous sollicitons la collaboration non seulement des agriculteurs, mais aussi des administrateurs de chacune des villes. »



**Hiroki Miyoshi**

**Bosnie-Herzégovine**

Expert de la JICA



**Kozue Misumi**

**Camp de réfugiés syriens en Jordanie**

Volontaire japonaise pour la coopération à l'étranger (JOCV)

**D**epuis 2011, les Syriens fuyant la guerre civile dans leur pays n'ont cessé d'affluer en Jordanie, pays voisin. Le Royaume hachémite de Jordanie, qui compte environ 6,3 millions d'habitants, accueille aujourd'hui plus de 600 000 réfugiés. Près de 80 000 d'entre eux vivent dans le camp de Zaatari, à 15 kilomètres de la frontière syrienne, dans le nord de la Jordanie.

Kozue Misumi, membre des JOCV de la JICA, travaille dans ce camp depuis janvier 2014. Elle a appris à apprécier le peuple syrien durant son volontariat en tant que monitrice d'éducation physique dans un camp de réfugiés palestiniens en Syrie, avant la guerre civile. Ce qui l'a incitée à venir travailler dans le camp de Zaatari, c'est le désir d'atténuer la dureté des conditions de vie des réfugiés sur place. Actuellement, Mme Misumi

visite régulièrement six installations du camp, où ses activités apportent un soutien émotionnel et du réconfort aux enfants.

« On danse, on fait des origamis, des travaux manuels et des jeux avec les enfants pour soulager un peu leur souffrance psychologique et le stress qu'ils ressentent », explique Mme Misumi. « Ils ont dû endurer tellement de choses. Le fait de pouvoir jouer et rire aux éclats a un effet thérapeutique. Durant mon travail auprès d'eux, les enfants ont appris à me faire confiance. Ils ont commencé à s'ouvrir et à me confier ce qu'ils avaient vécu. Quand je les écoute, je leur prends la main, je sèche leurs larmes, et je les serre dans mes bras. Ils sont confrontés à une dure réalité, et il n'y a rien qui me fasse plus plaisir que de pouvoir alléger leur fardeau, ne serait-ce qu'un petit peu. »

# Consolidation de la paix et déplacements forcés

Antonio Guterres

Haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés

Les déplacements forcés dus aux conflits et aux persécutions dans le monde dépassent les 51 millions de personnes, dont les réfugiés et les déplacés internes (PDI). Ce chiffre a augmenté de façon exponentielle ces dernières années, du fait de la multiplication des crises qui ont révélé les limites des capacités de réponse humanitaire. Des situations d'urgence récentes, de la Syrie au Sahel, en passant par le Soudan du Sud ont déraciné des populations entières, avec des conséquences dévastatrices.

Les pays et les communautés hôtes sont de plus en plus touchés par l'augmentation du nombre de déplacés forcés. Leur contribution à la protection des réfugiés et des PDI est fondamentale, mais leurs capacités souvent limitées posent d'énormes problèmes. Près de neuf réfugiés sur dix dans le monde sont accueillis par des pays en développement qui peinent déjà à offrir des services adéquats à leur propre population. D'où l'importance des programmes qui non seulement répondent aux besoins humanitaires des personnes déplacées, mais aussi encouragent l'autosuffisance et la coexistence pacifique des différentes communautés. Tout ceci souligne également la nécessité de consolider la paix, notamment dans les pays et régions d'origine touchés par un conflit, afin de créer les conditions favorables au retour volontaire et à la réintégration durable des personnes déplacées.

Depuis 1999, le HCR et la JICA relèvent ces défis en partenariat, mettant à profit leurs compétences respectives pour contribuer à instaurer la paix et à mettre en place des solutions durables pour les réfugiés et les déplacés internes.

L'Afghanistan en offre un bel exemple. Les rapatriés représentant environ 20 % de la population afghane, la prise en compte de leurs besoins dans les plans nationaux est essentielle pour permettre une paix durable et un développement à long terme. Depuis 2001, le gouvernement japonais et la JICA ont investi près de 5 395 milliards USD d'aide publique au développement dans la reconstruction des infrastructures socio-économiques et le renforcement des capacités de dizaines de milliers d'Afghans. La JICA s'est appuyée sur les connaissances et sur l'expérience du HCR pour sélectionner les zones géographiques bénéficiaires de ces fonds, afin d'assurer la prise en compte des rapatriés et de leurs communautés, et de soutenir leur réintégration durable.

Notre partenariat donne également de bons résultats dans les situations d'urgence en cours. En Jordanie, la JICA a fourni 24 234 milliards JPY

(environ 240 millions USD) de prêts d'APD au gouvernement, afin d'alléger la charge financière liée à l'afflux massif de réfugiés syriens. De plus, l'Agence a consacré 2,51 milliards JPY (quelque 25 millions USD) d'aide sous forme de dons à des installations d'approvisionnement en eau dans les communautés d'accueil. Celles-ci ont été choisies conjointement avec le HCR, en complément des efforts pour promouvoir la coexistence pacifique entre les communautés d'accueil et les réfugiés. Par ailleurs, des volontaires de la JICA collaborent activement avec des ONG partenaires du HCR pour aider les réfugiés et les communautés d'accueil sur tout le territoire jordanien.

Autre exemple : l'Ouganda, où la JICA et le HCR ont mis en place un programme conjoint de formation pour promouvoir la riziculture auprès de centaines de réfugiés venus de République démocratique du Congo et du Soudan du Sud, dans l'objectif de les aider à devenir autosuffisants. Des projets comme celui-ci reconnaissent qu'il est essentiel d'encourager l'autosuffisance dès le début d'une situation d'urgence provoquant un afflux de réfugiés.

L'augmentation des déplacements, la multiplication des crises et les situations prolongées de nombreux réfugiés et PDI mettent le système humanitaire sous tension. Dans ce contexte, il est primordial que les acteurs du développement nouent des partenariats étroits pour garantir des réponses adaptées. La JICA, consciente du besoin d'intervention rapide, de partage innovant des charges et de soutien au processus de paix dans les crises causant des déplacements de population, est un partenaire clé pour des organisations comme le HCR. En qualité d'acteur du développement, ses compétences, son financement et sa vision à long terme contribuent de façon cruciale à la

réussite des efforts que nous déployons collectivement pour répondre aux besoins des réfugiés, des déplacés internes et des communautés hôtes.

Quinze ans après le début de la collaboration entre la JICA et le HCR, le partage des expériences et des connaissances nourries de ce partenariat de longue date agit comme catalyseur en rapprochant les acteurs du développement et du secteur humanitaire. J'espère sincèrement que nos deux organisations continueront à s'enrichir mutuellement et à apprendre l'une de l'autre, et que nous pourrions développer notre engagement commun envers la consolidation de la paix et la mise en place de solutions durables pour les populations dont nous nous occupons.



# Tendances



## Formation sur Ebola pour la police ivoirienne



**E**n réponse à la propagation de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, la JICA a fourni une aide d'urgence à la Guinée, à la Sierra Leone et au Liberia. Elle s'emploie également à enrayer la propagation de la maladie en assurant une coopération technique dans les pays voisins et en améliorant la compréhension de la maladie.

En Côte d'Ivoire, où aucun cas d'Ebola n'a été enregistré, il est important de sensibiliser davantage le public et de renforcer les contrôles aux frontières pour empêcher la maladie d'entrer dans le pays. La collaboration des agents des patrouilles frontalières et du personnel médical des centres de quarantaine est donc essentielle pour identifier les cas d'infection chez les personnes qui passent la frontière et au sein des communautés de leur pays.

Dans le cadre du projet de renforcement des capacités

La police ivoirienne apprend à se servir d'un thermomètre infrarouge.

de la police nationale de Côte d'Ivoire, la JICA soutient l'amélioration des capacités des agents à prévenir l'épidémie d'Ebola, en collaboration avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Ceci comprend l'organisation d'une formation aux mesures de lutte contre l'épidémie d'Ebola pour 2 300 agents de police travaillant aux postes-frontières, dans les aéroports et dans les ports.

Le 29 septembre, la première session de formation a eu lieu au poste de police du port d'Abidjan. Après s'être familiarisés avec les caractéristiques d'Ebola et les mesures de prévention, les participants ont reçu une formation pratique sur les premiers gestes à adopter face à une infection potentielle, sur la manière d'assurer la sécurité des habitants et sur la marche à suivre pour enfiler et retirer des vêtements de protection.

« Je reconnais l'importance du rôle que joue la police pour empêcher Ebola d'entrer dans le pays », a déclaré un policier ayant participé à la formation.



## Soutien aux masters et programme de stage des jeunes Africains



**L**ors de la cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V) en 2013, le premier ministre japonais Shinzo Abe a annoncé le soutien à l'initiative pour l'éducation commerciale des jeunes Africains (African Business Education ou ABE initiative). Dans le cadre de cette initiative, la JICA a lancé un programme de soutien aux jeunes Africains désireux de préparer un master dans une université japonaise et de participer à un stage dans une entreprise de l'archipel. D'ici à 2017, la JICA accueillera 900 participants répartis en quatre groupes. Le premier groupe, arrivé au Japon les 7 et 15 septembre, compte 156 jeunes en provenance d'Éthiopie, du Kenya, de Côte d'Ivoire, du Soudan, de Tanzanie, d'Afrique du Sud, du Mozambique et du Rwanda.

Des participants à l'initiative ABE écoutent une conférence sur la culture japonaise.

À Tokyo, la JICA a organisé un programme d'orientation comprenant notamment une initiation à la langue et à la culture japonaises ainsi qu'un tour d'horizon des entreprises japonaises présentes en Afrique. Les participants ont visité diverses entreprises ainsi que des ateliers de production, des centres de distribution et d'autres sites. Un jeune Éthiopien fortement impressionné a déclaré : « Je veux mettre en place un réseau avec de nombreuses entreprises et universités japonaises afin d'amener leur savoir en Éthiopie. »

Les participants ont commencé leur programme de master, qui va durer environ deux ans, dans 48 universités. Les principaux domaines d'études sont l'ingénierie, l'économie, le management, l'agriculture, les sciences politiques et les technologies de l'information et des communications. Durant les vacances d'été et après la fin de leurs études, les jeunes participeront à un programme de stage dans des entreprises japonaises, pour une durée allant de deux semaines à six mois.



## Faire équipe avec le secteur privé pour conserver les forêts



**C**es dernières années, le monde a connu à intervalles réguliers des conditions météorologiques extrêmes comme les sécheresses et les pluies torrentielles, ce qui n'a fait qu'accroître les inquiétudes suscitées par le changement climatique. Face à cet enjeu, un programme a retenu l'attention de la communauté internationale, il s'agit de REDD+ (réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts), une initiative visant à atténuer les changements climatiques en empêchant la destruction des forêts dans les pays en développement.

La JICA apporte un soutien de longue date aux efforts de conservation des forêts du monde en développement, notamment pour le développement de systèmes de surveillance des forêts et l'implication de la population locale dans les efforts de conservation. La JICA prépare actuelle-

Des entreprises privées participent aux activités de boisement.

ment le terrain pour le déploiement de programmes REDD+ dans 11 pays, dont le Brésil, l'Indonésie et le Vietnam. Le secteur privé japonais a également commencé à apporter un appui à REDD+. En août 2013, la JICA a conclu un partenariat avec Sumitomo Forestry pour soutenir les efforts de conservation dans la province vietnamienne de Dien Bien. Entre-temps, les entreprises Askul et Yanmar ont rejoint le partenariat.

Avec l'aide de la JICA, le premier plan d'action REDD+ de la province de Dien Bien a été approuvé en mai 2014. Ce plan vise à conserver les forêts de la province, l'une des plus pauvres du Vietnam, en réduisant les pratiques de culture sur brûlis et en diversifiant les moyens de subsistance des habitants. Il s'appuie également sur la participation de la population aux efforts de conservation - patrouilles forestières et reboisement, par exemple. Les entreprises partenaires apportent une aide financière dans quatre villages pour améliorer les moyens de subsistance des habitants et favoriser des activités de conservation.

## David Ajang

Assistant comptable, bureau de la JICA au Soudan du Sud



David Ajang a passé de longues années dans des camps de réfugiés après avoir été forcé, alors qu'il était écolier, de fuir la guerre civile au Soudan du Sud, son pays d'origine. « En 1987, je suis arrivé en Éthiopie en tant que réfugié », raconte M. Ajang. « J'y ai repris l'école, mais en 1991 des combats ont éclaté, et je me suis enfui au Kenya. » C'est dans les écoles du camp de réfugiés de Kakuma, au Kenya, qu'il a pu terminer ses études primaires et secondaires.

M. Ajang est rentré dans son pays d'origine en 2005 après qu'un accord de paix global eut mis fin aux hostilités. Sur place, il a continué ses études, obtenant un diplôme d'administration publique en 2010. Sa première expérience avec la JICA remonte à 2011 ; il travaillait alors pour une organisation allemande d'aide au développement. « J'ai été impressionné par les activités de la JICA à Djouba », se souvient-il, « surtout par la rénovation du centre de formation polyvalent de la ville et par la campagne pour la gestion des déchets solides. » Quand il a vu que la JICA cherchait un assistant comptable pour son bureau au Soudan du Sud, il a aussitôt postulé.

Sa mission consiste à effectuer un suivi des transactions financières au niveau des banques, et à communiquer des informations vitales aux administrateurs et aux conseillers de projets de la JICA. « Par mon travail, je suis impliqué dans tous les projets de la JICA au Soudan du Sud », explique-t-il. En 2014, il a reçu le prix du président de la JICA pour son excellent travail de gestion du bureau sud-soudanais en l'absence de personnel japonais.

Malgré les défis auxquels le Soudan du Sud est confronté, M. Ajang ne fléchit pas dans son engagement en vue d'améliorer la situation dans son pays. À côté de son travail pour la JICA, il prépare un diplôme d'administration des affaires centré sur la comptabilité et les finances. Il espère pouvoir utiliser son savoir-faire financier dans le cadre d'un projet de formation de fonctionnaires, jeunes ou plus expérimentés, au Soudan du Sud. « Nous avons des ressources, mais la gestion de ces ressources représente un défi de taille pour le pays. »

### JICA<sup>WORLD</sup>

est une publication de la JICA

#### Éditeur :

Yasuko Nishino  
Bureau des médias  
et des relations publiques

Nibancho Center Bldg  
5-25, Niban-cho  
Chiyoda-ku  
Tokyo 102-8012 JAPAN

Tél. : +81-3-5226-6660

Fax : +81-3-5226-6396

[www.jica.go.jp/french/](http://www.jica.go.jp/french/)

**Couverture :** Un enfant cambodgien joint les mains pour prier.

(Photo : Lonely Planet Images/Getty Images)

**Photo des pages 2 et 3 :**

D'anciens soldats rwandais blessés participent à une formation technique et à un programme de réhabilitation de la JICA.

(Photo : Atsushi Shibuya)



**L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) est le plus grand organisme bilatéral de développement du monde, opérant dans quelque 150 pays pour aider les personnes les plus vulnérables de la planète.**